

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 8 octobre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KERMEL

20 RUE AMPERE
68000 Colmar

Références : 0006702046_2024_07_08_Kermel_VIIC_tuyauterie gaz
Code AIOT : 0006702046

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2024 dans l'établissement KERMEL implanté 20 RUE AMPERE 68000 Colmar. L'inspection a été annoncée le 08/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objet de la visite est de s'assurer du respect par l'exploitant de la réglementation relative au vieillissement des équipements en ce qui concerne la tuyauterie de gaz naturel de l'établissement.

Le référentiel de contrôle est le suivant :

- code de l'environnement,
- arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KERMEL
- 20 RUE AMPERE 68000 Colmar
- Code AIOT : 0006702046
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société KERMEL SAS est autorisée à exploiter, sur le territoire de la commune de COLMAR (68000), une usine de fabrication de fibres ininflammables réglementée par l'arrêté préfectoral n°2004-299-1 du 25 octobre 2004. Elle est autorisée notamment au titre des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

- n°3410-h (matières plastiques - autorisation) ;
- n°2660-a (polymères - autorisation).

Thèmes de l'inspection :

- Vieillissement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Etat initial de la tuyauterie de gaz naturel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Plan d'inspection et stratégie de contrôle de la tuyauterie de gaz naturel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 et article 8	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Mise en œuvre du programme de contrôle de la tuyauterie de gaz naturel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Demande de justificatifs à l'exploitant	1 mois 3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de transmission du rapport par l'Inspection

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi du vieillissement de la tuyauterie de gaz naturel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection en objet a porté par sondage sur le suivi en service de la tuyauterie de gaz naturel soumise à la réglementation PM2I exploitée par la société KERMEL au sein de son usine de production et transformation de polymères située sur le territoire de la commune de COLMAR (68000).

Les constats faits par l'Inspection de l'environnement ont mis en évidence plusieurs non-conformités. Compte tenu de ces constats, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé.

En outre, l'Inspection a demandé à l'exploitant de caractériser par mesure d'épaisseur le défaut constaté lors du contrôle visuel de la tuyauterie par une société extérieure.

Le contexte, les constats et leur analyse sont exposés dans les fiches de constat du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi du vieillissement de la tuyauterie de gaz naturel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Vieillissement
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables : 1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, [...] Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et
- les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et
- les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé. [...]

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a déclaré à l'Inspection que la tuyauterie de gaz naturel de diamètre nominal 100 (DN100) et de pression de service 4 bar située directement en limite de propriété n'était pas recensée comme soumise à la réglementation susvisée. Or, l'Inspection constate que la tuyauterie concernée est soumise à suivi au titre de la réglementation susvisée.

En effet, cette tuyauterie est située en aval de la vanne faisant la limite entre la réglementation canalisation de distribution du gaz et la tuyauterie d'usine. De même, au regard du diamètre nominal de la tuyauterie et de la pression de service, cette tuyauterie n'est pas soumise à suivi en service au titre de la réglementation équipement sous pression.

Par ailleurs, lors de la visite, l'exploitant a indiqué que l'étude de dangers de l'établissement n'identifie pas la tuyauterie de gaz naturel susmentionnée comme pouvant générer des phénomènes dangereux en dehors de l'établissement. Cependant, l'Inspection constate que :

- le guide d'évaluation par l'inspection des installations classées des études relatives aux risques accidentels des ICPE de mars 2019 mentionne au sein de la fiche sur les tuyauteries de gaz naturel une distance de 44 m pour les effets létaux significatifs en cas de feu torche sur un équipement de DN100 et de pression de service de 3 bar ;

- le poste gaz de l'établissement donne directement sur la voie publique.

Aussi, au regard du fait que cette tuyauterie est présente en limite de propriété, une défaillance liée au vieillissement de celle-ci est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005. La tuyauterie de gaz naturel est donc soumise à suivi au titre de la réglementation vieillissement.

Suite à la visite, l'exploitant a indiqué à l'Inspection avoir désormais pris en compte cette tuyauterie dans le recensement de ses équipements soumis à la réglementation susvisée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : État initial de la tuyauterie de gaz naturel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, Vieillissement

Prescription contrôlée :

[...] L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie [...] à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. [...]

Constats :

L'exploitant ne dispose pas d'un état initial pour la tuyauterie de gaz naturel.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Plan d'inspection et stratégie de contrôle de la tuyauterie de gaz naturel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 (partiel) et article 8 (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, Vieillissement

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 5 (partiel) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation</p> <p>[...] Le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8 soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. [...]</p> <p>Article 8 (partiel) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation</p> <p>Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection [...] est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant : [...] la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure en présenter un plan d'inspection de la tuyauterie de gaz naturel avec la stratégie de contrôle associée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Mise en œuvre du programme de contrôle de la tuyauterie de gaz naturel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la visite, l'exploitant a fait réaliser un contrôle de la tuyauterie par une société extérieure. Le rapport d'inspection référencé N° CIAD KERMEL 2024 Circuit GAZ du 05/08/2024, suite au contrôle susmentionné, indique que la tuyauterie présente une importante dégradation de son revêtement de protection anticorrosion ainsi qu'une corrosion de ses supports au niveau du local chaufferie.</p> <p>L'Inspection note qu'aucune mesure d'épaisseur n'a été réalisée afin de caractériser le défaut constaté au regard d'un critère d'acceptabilité. En effet, le guide UIC/UFIP/CTNIIC référencé DT75 de juillet 2017 « Guide pour le choix des méthodes de contrôle des matériaux et équipements » précise que le contrôle visuel ne permet que de détecter un défaut et ne permet pas de le caractériser. A ce titre, il n'est pas possible de conclure sur l'acceptabilité ou non de celui-ci.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de caractériser, sous un mois, le défaut constaté au regard d'un critère d'acceptabilité basé sur la note de calcul de l'équipement.

De même, il conviendra que l'exploitant prenne en compte, sous trois mois, les préconisations du rapport référencé N° CIAD KERMEL 2024 Circuit GAZ du 05/08/2024 en ce qui concerne la rénovation du revêtement de protection anticorrosion de la tuyauterie, le remplacement des supports corrodés et la mise en place des liaisons équipotentielles.

Type de suites proposées : Demande de justificatifs à l'exploitant